

Asie de l'Est

Chine, Japon, Mongolie, Corée du Nord, Corée du Sud, Taiwan

Xiaobo Lu

Vue d'ensemble

Un regain d'urgence est en train de relancer la lutte anti-corruption en Asie de l'Est, motivé par l'opinion internationale et une vague de protestations nationales. Des sondages d'opinion publique placent la corruption au premier rang des préoccupations politiques et économiques auxquelles les pays de la région sont confrontés. Des études effectuées en 2001 en Corée du Sud ont montré que l'élimination de la corruption était une priorité qui n'était devancée que par celle de la croissance économique¹, alors qu'un journal japonais a qualifié la corruption profondément ancrée dans le pays « d'état d'urgence politique ». Des élections chinoises ont suggéré que les citoyens considèrent la corruption comme l'un des trois problèmes les plus graves du pays².

Les gouvernements de la région ont tenté de mettre un frein à la corruption en élaborant de nouvelles législations, telles que la loi anti-corruption en Corée du Sud ou la création d'une agence anti-corruption à Taiwan. Réalisant que les efforts de lutte contre la corruption devaient avoir une portée plus large, la Commission indépendante contre la corruption (ICAC) de Hong-Kong s'est servie pendant plusieurs années de messages anti-corruption dans des campagnes médiatiques. Suivant son exemple, la Chine et Taiwan ont récemment fait des annonces sur la corruption de la fonction publique à la télévision et à la radio, ainsi que sur des panneaux publicitaires et dans des brochures.

Les scandales liés à la corruption ont touché les plus hautes autorités gouvernementales en 2001-2002, et la corruption est également devenue une importante question électorale. Alors que les gouvernements en place ont fait de la lutte anti-corruption un élément essentiel de leurs plates-formes électorales, notamment en Corée du Sud et à Taiwan, leur crédibilité a été ébranlée par de nouvelles allégations concernant leur propre implication dans des affaires de corruption. En Corée du Sud, deux des fils du président ont été accusés d'accepter des pots-de-vin en juin 2002 ; ils ont tous les deux été reconnus coupables par la suite. Le président a également été obligé de présenter des excuses publiques par rapport à la corruption au sein de son administration.

Le milieu des affaires a reconnu la nécessité de combattre la corruption avec un peu plus de conviction, bien que la corruption du secteur privé soit en général

aussi omniprésente que par le passé. La corruption au sein de domaines tels que la construction, le conseil, ou les assurances est à l'origine de nombreux scandales ayant eu pour conséquence de salir la réputation des gouvernements de la région en 2001-2002.

Si l'on continue à trouver au Japon, en Corée du Sud et à Taiwan, des ONG et des médias très actifs contre la corruption, le gouvernement chinois, en revanche, se méfie de l'opposition politique et initie presque tous les efforts anti-corruption, et l'on connaît peu de l'ampleur de la corruption dans la société fermée de la Corée du Nord.

Niveaux international et régional

La sensibilité des gouvernements quant à leur réputation internationale a motivé la plupart des activités anti-corruption dans la région, en particulier à Taiwan, où une réforme législative a été adoptée au milieu de l'année 2001. Un éditorial de décembre 2001 avait observé que la corruption ternissait la réputation internationale de Taiwan, en citant le *World Competitiveness Yearbook* de l'Institut international pour le développement de la gestion qui soulignait : « La hiérarchie taïwanaise souffre constamment de la prédominance de la corruption³. » Le ministère de la Justice a cité le même rapport afin de convaincre le législatif de voter un projet de loi portant sur la création d'un organe officiel anti-corruption⁴. Lorsque l'indice de la corruption des pays exportateurs de Transparency International a été publié en mai 2002, plaçant les hommes d'affaires taïwanais parmi les plus grands corrupteurs des pays en développement, le ministère de la Justice a annoncé son intention d'interdire la corruption des fonctionnaires étrangers. Un projet de loi a été adopté en conséquence en juillet 2002⁵.

Les rapports des médias internationaux sur la corruption en Chine ont suscité des réactions de Beijing. Un rapport de la presse de Hong-Kong a tout d'abord noté que le mode de vie luxueux du maire de Shenyang, Mu Suixin, dépassait assez étonnamment les revenus d'un fonctionnaire local, et même ceux d'un haut fonctionnaire. En octobre 2001, le maire Mu a été condamné à mort avec un sursis de deux ans, pour avoir accepté trop de pots-de-vin⁶. Un second cas marquant concernait les rapports de la presse de Hong-Kong sur la mauvaise gestion financière du Projet Hope, association caritative chinoise d'éducation pour les pauvres à laquelle beaucoup de résidents de Hong-Kong ont contribué. L'organisation a réfuté les allégations de mauvaise gestion mais a autorisé un audit officiel de ses comptes en avril 2002⁷.

Membre de l'Organisation mondiale du commerce depuis décembre 2001, la Chine cherche de plus en plus à s'intégrer dans la communauté internationale et est par conséquent plus susceptible de se conformer aux normes internationales sous la pression. En janvier 2002, Wang Xuebing, directeur exécutif de la Banque

de construction de Chine, a été arrêté et démis de ses fonctions, suite à des enquêtes sur des irrégularités financières constatées au niveau de l'Agence new-yorkaise de la Banque de Chine où il avait été précédemment chef d'agence et président de la Banque⁸.

Les gouvernements ont commencé à considérer les organisations internationales comme un moyen légitime de promotion des mesures anti-corruption dans la région, bien que l'impact réel des mesures reste limité. Le Japon, la Mongolie et la Corée du Sud ont approuvé le plan d'action de l'initiative anti-corruption pour l'Asie du Pacifique à la Troisième Conférence annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD)/Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), tenue à Tokyo en novembre 2001, mais les mesures spécifiques à prendre restent à déterminer.

Au niveau national

Les gouvernements de l'Asie de l'Est sont en train de prendre conscience du préjudice que la corruption a causé sur la confiance publique en la politique, une raison qui sous-tend l'urgence de l'adoption d'une réforme en Chine, à Taiwan, au Japon et en Corée du Sud. Un journal japonais l'a décrit en ces termes : « des membres du Diète sont arrêtés chaque année. Si la Diète avait été une société, elle aurait été forcée à la faillite depuis longtemps⁹. » Les dirigeants chinois ont souvent qualifié le défi de la corruption à grande échelle de « question de vie ou de mort » pour le régime.

La corruption continue

Bien que le président Kim Dae Jung de la Corée du Sud ait fait de la lutte contre la corruption une priorité dès son arrivée au pouvoir en 1997, son administration a été accablée par des scandales de corruption en 2001-2002. Alors que le pays commençait à s'animer en préparation des élections présidentielles de décembre 2002, sa campagne a été entravée par des allégations de corruption de plus en plus nombreuses. En janvier 2002, le procureur général a démissionné suite à l'arrestation de son frère, soupçonné d'avoir accepté des pots-de-vin. Quelques heures plus tard, le président Kim a présenté des excuses publiques pour la corruption de son administration et a fait la promesse de faire de l'éradication de la corruption l'une des priorités de la dernière année de son mandat. Toutefois, aux mois de mai et de juin 2002, deux de ses enfants ont été arrêtés parce qu'ils auraient accepté des pots-de-vin¹⁰. Le président Kim a démissionné de son parti en mai 2002, et une fois de plus, il a jugé nécessaire de présenter ses excuses par rapport aux scandales provoqués par son administration¹¹.

La Chine a ouvertement admis l'existence d'une corruption très répandue et le gouvernement n'a pas manqué d'imagination dans la conception de mesures pré-

ventives. Le gouvernement favorise « des comptes pour le retour d'argent illégal » dans les banques, les calendriers anti-corruption et les ateliers de formation à l'intention des épouses de fonctionnaires ainsi que des annonces contre la corruption de la fonction publique. Cependant, les mécanismes de contrôle systématiques sont encore inappropriés. Les organes anti-corruption ne sont ni indépendants ni libres de toute influence politique, et ils agissent dans une société qui n'a pas de système judiciaire indépendant ou même de presse libre.

Depuis que le Parti progressiste démocratique (DPP) a obtenu la majorité grâce à son programme anti-corruption dans les élections législatives taïwanaises de décembre 2001, les membres du DPP ont eux-mêmes été la cible d'allégations de corruption. Un scandale a éclaté en juin 2002 et impliquait des députés du DPP accusés d'avoir fait pression sur la Société nationale d'électricité de Taiwan pour qu'elle accorde des contrats pour la construction de la quatrième centrale nucléaire à une entreprise de leur choix¹².

Au Japon, l'échec de la réforme du paysage politique de l'après-1955 que le Parti démocratique libéral (LDP) a dominé pendant plus d'un demi-siècle, continue de retarder l'application de mesures anti-corruption efficaces. Les hommes politiques du LDP ont été une fois de plus mêlés à une série de scandales de corruption en 2001-2002 et la confiance du public a été davantage sapée par les dernières allégations. Un certain nombre de cas concernaient le détournement des fonds du gouvernement par les membres du Parlement qui les ont utilisés pour payer des parents qui occupaient des postes d'assistants personnels, une pratique courante chez les hommes politiques japonais¹³. Plusieurs membres du Parlement ont eu à démissionner l'année dernière suite à de telles allégations. Une seconde formule célèbre mettait en cause des hommes politiques faisant commerce de leurs services en rapport avec des travaux de construction publique. Yutaka Inoue, président de la Haute Chambre, a démissionné en avril 2002, suite à des allégations selon lesquelles il aurait accepté des pots-de-vin évalués à 64 millions de yen (550 000 dollars américains) d'une société de construction dans le cadre d'un projet de travaux publics¹⁴.

Renforcement de la lutte contre la corruption

La plupart des pays de la région ont tenté d'intensifier les enquêtes relatives à la corruption et les efforts visant à apporter des réformes. Les autorités chinoises ont enquêté sur quelque 36 000 cas de corruption en l'an 2001 et plus de 20 000 fonctionnaires ont été emprisonnés¹⁵. Le gouvernement reconnaît également la nécessité d'adopter des réformes institutionnelles. À la Quatrième Conférence nationale anti-corruption de février 2002, le Premier ministre Zhu Rongji a proposé une stratégie concertée pour trouver une solution au problème, incluant notamment une transformation permanente du rôle de l'État, un développement poussé

Les vannes de la corruption : le barrage des Trois Gorges en Chine

Le projet de barrage « Three Gorges » (les Trois Gorges), le plus grand projet d'ingénierie en Chine depuis la construction de la Grande Muraille, submergera des douzaines de villes et cités, et déplacera plus d'un million de personnes dans les provinces de Hubei et de Sichuan. Le projet vise à exploiter l'électricité du fleuve Yangtze et à maîtriser le genre d'inondation grave qui a tué plus de 4 000 personnes en 1998. Il créera un réservoir qui sera de plus de 600 km de long et de 200 m de profondeur environ. Toutefois, le plan du projet hydroélectrique le plus important du monde – l'on s'attend à ce que les turbines commencent à tourner à la mi-2003 – est sujet à grande controverse.

L'achèvement étant prévu en 2009, le projet des Trois Gorges est doté d'un budget de 24 milliards de dollars américains environ – laissant aux cadres travaillant dans le projet une grande possibilité de s'enrichir personnellement. D'après les rapports, un à deux millions de personnes seront déplacées, selon la tendance du rapport et si les travailleurs migrants qui sont difficiles à compter sont inclus. En l'an 2000, Pékin a reconnu que sur les 2,1 milliards de dollars américains affectés au financement de la réinstallation dans une nouvelle région, près de 58 millions de dollars américains avaient déjà été détournés¹. Jusqu'à présent, au moins 100 fonctionnaires ont été sanctionnés par le parti communiste pour détournement de fonds. En 2001, 21 fonctionnaires du gouvernement et membres du parti communiste ont été sanctionnés pour avoir détourné des fonds et touché des pots-de-vin.

En mars 2002, une femme américano-chinoise a été condamnée à perpétuité pour une escroquerie portant sur près de 26 millions de dollars américains dans le

cadre du projet. Le Tribunal populaire intermédiaire de Pékin a condamné Li Xiaoyuan pour avoir falsifié des documents et des sceaux officiels afin d'obtenir 14 lettres de crédit de deux banques chinoises. Elle a été, par la suite, expulsée du pays².

Entre-temps, le gouvernement a assez nettement stoppé le tollé général des résidents de plus de 350 communes dans plus de 20 comtés qui seront sous l'eau lorsque le barrage sera achevé³. Les médias d'État ont réduit au strict minimum les critiques des projets. Les villageois qui se sont adressés à la presse internationale ont été détenus et accusés de divulguer des secrets d'État, « de troubler l'ordre public et de déstabiliser la société » ou « d'entretenir des relations illicites avec un pays étranger » ; les accusations sont généralement portées contre ceux qui s'adressent aux journalistes étrangers. En conséquence, la plupart des rapports étrangers citent « des sources anonymes » lorsqu'ils traitent des critiques portées contre le projet, en faisant état d'allégations difficiles à prouver.

Des fonctionnaires exploiteraient le contrat de plusieurs milliards de dollars autant que possible. Les accusations vont de l'acceptation de pots-de-vin à l'accroissement des coûts réels du logement, en passant par l'invention de personnes fictives à réinstaller ou la réduction du budget de réinstallation de l'administration centrale. Les fonctionnaires locaux sont accusés de payer aux personnes obligées de quitter leur maison beaucoup moins que le montant fixé par règlement gouvernemental. En outre, la plupart des personnes devant être relogées sont des agriculteurs qui se plaignent du fait que très peu de dispositions sont prises concernant les possibilités pour eux de gagner leur vie dans le futur⁴.

L'une des accusations les plus compromettantes – et également l'une des plus difficiles à prouver – est peut-être le fait que les fonctionnaires sont en train de faire des économies et de les empocher dans le cadre d'un très grand projet de travaux publics visant à reloger les personnes déplacées dans le cadre du barrage des Trois Gorges dans des immeubles situés dans de nouvelles grandes villes. Cette dernière vague de corruption pourrait en définitive

entraîner des conséquences potentiellement mortelles, et tout cela pour un projet censé être conçu pour protéger la vie contre les inondations.

Liam McMillan

- 1 *Economist* (Britain), 6 juillet 2002.
- 2 Agence France-Presse (France), 28 mars 2002.
- 3 *South China Morning Post* (Hong-Kong), 20 avril 2001.
- 4 *South China Morning Post* (Hong-Kong), 12 juillet 2001.

de l'État de droit et un rôle renforcé des organes de contrôle tels que le Bureau d'audit. Il a également demandé un contrôle budgétaire plus strict des organes gouvernementaux et une réduction plus importante du nombre de permis délivrés, un effort qui a débuté en 2000. À la fin de 2001, la plupart des administrations provinciales et métropolitaines auraient réduit de 30 à 50 % le nombre de permis administratifs¹⁶.

Le gouvernement chinois utilise les médias comme une arme dans sa lutte contre la corruption. Une série télévisée anti-corruption, *Black Hole*, a été diffusée pour la première fois en décembre 2001 et a enregistré le taux d'écoute le plus important à Beijing. En mars 2002, un nouveau programme de télévision, le « China's Most Wanted : Corrupt Officials » a été diffusé sur 60 stations locales. Ce docudrame quotidien de 15 minutes produit par le « Supreme People's Procurate », le principal organe anti-corruption du pays, cite et humilie des agents de la fonction publique ou des employés fugitifs suspectés de corruption¹⁷.

Comme il a pu être constaté, le gouvernement taïwanais a déployé des efforts considérables pour s'élever contre l'achat de voix dans le processus électoral. Durant la période qui a précédé les élections législatives de décembre 2001, la police a reçu des milliers d'allégations d'achat de voix¹⁸. Bien que la campagne anti-corruption durant les élections ait été populaire, les critiques se sont inquiétés de la tactique utilisée par les autorités chargées de l'enquête. Selon les chiffres du gouvernement, environ 2 000 lignes téléphoniques ont été mises sur table d'écoute durant les élections. La loi exige du bureau du procureur chargé de cette surveillance de notifier, *post facto*, les propriétaires des téléphones branchés sur table d'écoute, mais il semble que la plupart n'aient pas été informés¹⁹.

Après que le DPP eut gagné les élections présidentielles de 2000, la nouvelle administration taïwanaise a essayé de voter une loi portant création d'un organe anti-corruption indépendant calqué sur le modèle de l'ICAC de Hong-Kong, mais

la procédure législative a été lente²⁰. En mai 2002, le comité législatif a refusé de poursuivre l'examen du projet de loi pour la cinquième fois²¹. Le ministre de la Justice, M. Chen Ting-nan, a fait part de son intention d'insister auprès du pouvoir législatif en vue de la mise sur pied d'un organe spécial anti-corruption dans son ministère. Il a également demandé qu'il soit procédé à l'amendement des dispositions statutaires relatives aux sanctions pour motif de corruption, notamment celles qui considèrent comme un crime²² la possession de richesses considérables d'origine inconnue par des agents de la fonction publique.

Au Japon, le Premier ministre Junichiro Koizumi est arrivé au pouvoir en avril 2001 et a trouvé une population en attente de grandes réformes radicales, mais l'exécution de ses programmes a été en partie entravée par des conflits internes. Une loi basée sur une définition restrictive est entrée en vigueur en 2001, interdisant aux fonctionnaires de recevoir de l'argent et des cadeaux de sociétés ou individus en retour de services rendus ; les contrevenants sont passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. La loi s'applique aux membres du Parlement ou des assemblées locales, aux gouverneurs et aux maires, ainsi qu'à leurs secrétaires payés par l'État. Cependant, dans une récente étude, il a été noté que 84 % des législateurs ont déclaré que la loi devait également s'appliquer aux secrétaires privés²³.

Plusieurs autres projets de loi visant à maîtriser la corruption ont également été proposés au parlement japonais. Le Premier ministre avait initialement soutenu un projet de loi qui aurait supprimé les donations politiques aux législateurs mais il a cédé deux semaines après, en avril 2002, et demandé une limitation et non une interdiction totale²⁴.

La Corée du Sud a introduit une loi anti-corruption en janvier 2002 qui impose des sanctions fermes contre tous fonctionnaires corrompus, y compris des peines de prison allant jusqu'à dix ans, des amendes allant jusqu'à 50 millions de won (40 000 dollars américains) et une interdiction d'emploi par des sociétés privées ou publiques pendant cinq ans. La loi crée également une commission anti-corruption dotée d'un mandat spécifique et chargée d'enquêter sur les cas impliquant de hauts fonctionnaires. Toutefois, avant la mise en place de la commission en janvier 2002, son premier président désigné a démissionné parce qu'il aurait été impliqué dans un grand scandale de corruption.

En avril 2002, le gouvernement sud-coréen a annoncé qu'il travaillerait en étroite collaboration avec les acteurs non gouvernementaux dans la lutte anti-corruption. L'organe gouvernemental de passation des marchés a annoncé l'introduction d'un système de médiation et la mise en place d'un « comité de passation de marchés loyal » dans un effort de rompre les liens entre le gouvernement et ses entrepreneurs. Le nouveau bureau désignera des membres d'organisations de la société civile, des professeurs et des techniciens comme médiateurs pour contrôler les procédures d'appel d'offres et d'octroi de contrat en vue d'une meilleure transparence²⁵.

Le secteur privé

En Asie de l'Est, comme partout ailleurs, le secteur commercial est à la fois corrompu et corrupteur. Tout en exprimant son opposition à la corruption par les hommes politiques et les fonctionnaires, le secteur commercial s'implique dans le trafic d'influence et l'offre de pots-de-vin aux fonctionnaires de l'administration. La contradiction a été soulignée en février 2002, lorsque la Fédération de l'industrie coréenne (FKI) a annoncé que ses membres ne se soumettraient plus à des « demandes injustifiées » de fonds politiques²⁶.

L'économie sud-coréenne est dominée par quelques grands conglomérats ou *chaebol* qui ont offert dans le passé des fonds illicites à des hommes politiques et à des partis. La plupart des médias doutent de la sincérité de la FKI, mais d'autres l'ont saluée comme une indication d'une nouvelle prise de conscience, dans le secteur commercial, de la nécessité de mettre un frein à la corruption politique.

De nombreux grands scandales impliquant des sociétés de construction ont éclaté l'année dernière au Japon, faisant écho aux tendances en Asie de l'Est où les industries de la construction, du conseil et de l'assurance souvent liées dans les contrats de travaux publics se distinguent comme foyers de corruption²⁷. Au début de l'année 2002, un chef d'entreprise de construction japonaise accusé de fraude fiscale et de corruption aurait offert en 1996, en aide au Premier ministre d'alors, Ryutaro Hashimoto, des millions de yens tirés d'une caisse noire²⁸.

Dans un cas distinct, un cabinet d'experts basé à Tokyo et créé par d'anciens secrétaires de puissants législateurs de la Diète aurait canalisé 100 millions de yens environ (815 000 dollars américains) vers les parlementaires et les hommes politiques locaux en vue de décrocher des contrats de travaux publics pour ses sociétés clientes²⁹.

En Corée du Sud, de nombreux scandales de corruption ont impliqué des hommes politiques qui ont accepté des dessous-de-table de la part d'entrepreneurs pour les aider à gagner des marchés de construction. Le beau-frère de l'un des fils du président Kim, propriétaire d'une entreprise de construction, a par exemple fait l'objet d'une enquête pour avoir agi en qualité d'intermédiaire dans une affaire de corruption. En juin 2002, les plaignants ont allégué que Kim Hong-up, l'un des fils du président, aurait accepté la somme de 820 000 dollars américains de la part d'une entreprise de construction, entre autres pots-de-vin. Il a par la suite été condamné à trois ans et demi d'emprisonnement³⁰.

Les entreprises sud-coréennes travaillant dans le domaine des assurances autres que l'assurance vie auraient dépensé plus de 100 milliards de won (84 millions de dollars américains) par an pour offrir des pots-de-vin et des cadeaux illégaux afin d'attirer des clients³¹. Le problème a atteint une telle ampleur que la Commission de contrôle financier a mis sous surveillance 302 sociétés d'assurance de voiture soupçonnées d'offrir des pots-de-vin aux associations de parents d'élèves et d'enseignants pour gagner les primes d'assurance accident des élèves³².

Au revoir M. Clean !

La Coupe du monde de football organisée pour la première fois en Asie a été ouverte à Séoul le 31 mars 2002 par une cérémonie spectaculaire avec de la musique, de la danse et un feu d'artifice, mais le nouveau président élu de la Fédération internationale de football (FIFA), l'organisme mondial qui régit le sport, a été conquis.

Dans un discours où il encourageait les joueurs à faire preuve de « fair-play », le président de la FIFA, Joseph « Sepp » Blatter, a été hué par les supporters qui attendaient le début du match d'ouverture qui opposait la France au Sénégal. Les *aficionados* ont perdu patience à entendre, des semaines durant, des rapports sur les scandales financiers et la lutte politique qui se déroule au sein de la direction de la FIFA, notamment des accusations de corruption et de mauvaise gestion portées contre Blatter par le secrétaire général de la FIFA en personne.

Les titres de journaux ont commencé à s'intéresser à la question lorsque l'« International Sport and Leisure » (ISL) basé en Suisse, agence commerciale de la FIFA, a déclaré faillite. Les concurrents ont prétendu que la FIFA offrait des contrats à l'ISL dans des circonstances douteuses. En l'espace de quelques semaines, les journalistes suisses ont découvert l'existence de « Nunca » (le terme espagnol pour « Jamais »), un fonds secret créé à Liechtenstein par les directeurs de l'ISL et qui aurait servi à corrompre les officiels sportifs pour avoir des contrats.

L'attention des médias s'est alors tournée vers le vice-président de la FIFA, Jack Warner de Trinidad, qui dirigeait la CONCACAF, l'Association de football des Caraïbes, de l'Amérique centrale et du Nord. Ce bloc de 35 voix est essentiel pour

les élections présidentielles de la FIFA. Warner, le président du Comité des jeunes de la FIFA, avait dirigé le championnat mondial des moins de 17 ans de l'année dernière à Trinidad-et-Tobago. Il a également présidé le comité d'organisation local qui lui a offert des contrats lucratifs ainsi qu'à ses fils. Le Comité des finances de la FIFA – un comité dans lequel Warner siégeait en tant que vice-président – a approuvé ces décisions.

Au mois de mai 2002, le secrétaire général Michel Zen-Ruffinen a produit un long rapport dans lequel il affirmait que Blatter avait détourné les fonds appartenant à la FIFA pour accorder des faveurs à la CONCACAF et à Jack Warner, entre autres. En réaction au rapport de Zen-Ruffinen, 11 membres sur les 24 qui forment le Comité exécutif de la FIFA, ont porté plainte auprès des tribunaux suisses contre Blatter.

Blatter a qualifié les allégations de corruption, de fraude électorale et de copinage « de politique politicienne » lors des élections à la présidence de la FIFA le 27 mai 2002. Il a remporté une victoire écrasante et est sorti vainqueur d'une forte opposition dont le chef de file est Zen-Ruffinen, grâce au soutien dont il a bénéficié auprès de minuscules États et autres petites îles où le football professionnel est pratiquement inconnu. Au lendemain de sa réélection, Blatter a annoncé qu'il allait « s'occuper de M. Clean », une allusion à Zen-Ruffinen qu'il a, par la suite, relevé de ses fonctions. Les membres du Comité exécutif de la FIFA ont retiré leur plainte peu de temps après.

Peu importe de savoir si les allégations étaient véridiques, il est facile de se rendre compte de la nécessité d'une plus grande responsabilité au niveau de la gestion financière de la FIFA. En outre,

le système électoral de la FIFA constitue un obstacle majeur à la réforme : les pays comme le Bhoutan et Montserrat qui sont au bas du classement du football mondial de la FIFA ont le même nombre de voix que les superpuissances du football comme le Brésil et l'Italie. Ces petits mais nombreux pays ont reçu un important soutien financier de la part de Blatter, ce soutien étant prélevé essentiellement sur les recettes générées sur le marché européen par les droits de retransmission par la télévision, et ils ont tendance à se faire l'écho des attaques de Blatter contre

l'Europe et à l'encourager à réduire l'influence européenne sur le football.

Les supporters qui ont hué Blatter lors de son discours prononcé à la cérémonie d'ouverture de la Coupe du monde, à Séoul, ont ouvert la voie. Outre les radios et les chaînes de télévision qui rapportent des millions dans les caisses de Blatter, les sponsors du football mondial pourraient contribuer à la réforme rapide de la FIFA à condition qu'ils veuillent savoir comment leur argent est dépensé.

Andrew Jennings

Hong-Kong demeure l'un des endroits les moins corrompus de l'Asie, aux yeux des hommes d'affaires, après Singapour et le Japon, d'après une enquête de 2001³³. Selon une étude faite par la chambre de commerce américaine (AmCham) à Hong-Kong, la corruption ne figure pas dans la liste des problèmes du secteur commercial de Hong-Kong. Dans le reste de la Chine toutefois, le secteur commercial est en proie à la corruption. Quatre-vingt-quatorze pour cent des personnes interrogées dans une enquête menée par AmCham considèrent la corruption comme l'aspect le moins « satisfaisant » de l'environnement commercial de la Chine en 2001, 2 % de plus qu'en 2000³⁴.

Le scandale du « sifflet noir » dans le football chinois, qui a éclaté à la fin de 2001, constitue l'un des cas de corruption les plus flagrants impliquant le milieu des affaires au cours des dernières années. La corruption des arbitres serait devenue la routine depuis la création de la ligue du football professionnel, il y a huit ans. Au terme de plusieurs mois d'enquête, un arbitre a été arrêté et accusé de corruption en avril 2002. L'affaire était importante à plus d'un titre.

Premièrement, le scandale a été découvert suite à une dénonciation plutôt que par une enquête de police. Le gouvernement n'a pas voulu y être impliqué, en partie parce que le problème concernait les affaires privées. Deuxièmement, les médias ont joué un rôle important dans le suivi de l'affaire. Troisièmement, l'affaire pourrait créer un précédent dans l'engagement de poursuites contre la corruption dans le secteur des affaires. L'affaire a été à l'origine d'un débat juridique sur la question de savoir si la conduite de l'arbitre constituait une violation de l'éthique des affaires ou de la loi. Les autorités juridiques sont par la suite intervenues et ont déclaré que les arbitres pouvaient effectivement être poursuivis en justice « pour corruption commerciale »³⁵.

Un élément notoire dans les efforts de lutte contre la corruption en Chine est le développement d'un secteur commercial lié aux activités anti-corruption. À Beijing, un flot de revenus importants provient des ventes aux enchères ordonnées par le tribunal, de biens saisis de fonctionnaires du gouvernement corrompus. Presque 30 sociétés de commissaires-priseurs de Beijing sont désormais spécialisées dans la vente lucrative de biens confisqués, vendant aux enchères 450 millions de dollars américains environ de biens par an³⁶.

La société civile

Les ONG de lutte contre la corruption sont en train d'émerger dans beaucoup de pays de l'Asie de l'Est, avec toutefois deux exceptions notables, la Chine et la Corée du Nord. En Chine, les efforts de lutte contre la corruption ont été presque entièrement initiés par le gouvernement. Les associations de la société civile sont peu nombreuses et leurs activités sont étroitement surveillées, du fait de la méfiance du gouvernement à l'égard de l'opposition politique organisée. De nombreuses associations sont actives dans la protection de l'environnement, les droits du consommateur, l'allègement de la pauvreté et les droits de la femme, mais pas une seule ONG n'intervient dans le domaine de la lutte contre la corruption, situation susceptible de changer dans un avenir proche.

La société civile tente bien de lutter contre la corruption, mais ses efforts ne sont pas collectifs. En l'occurrence, un éditeur a publié une série d'ouvrages qui traitent d'histoires non fictives contre la corruption.

Avec le nombre croissant d'internautes, les forums de discussion sur Internet sont devenus une tribune où les scandales politiques et la corruption sont débattus. Dans certains cas, de nouveaux outils de lutte contre la corruption ont été créés, notamment des cartes à jouer servant de supports à des dessins humoristiques contre la corruption conçus par un caricaturiste amateur - histoire qui a été reprise en 2001 par de nombreux journaux chinois.

Par contre, le processus de démocratisation de Taiwan a été accompagné de l'émergence d'une société civile puissante qui joue un rôle actif dans la promotion de la responsabilisation judiciaire et l'accès à l'information. Parmi les ONG actives dans ces domaines, on peut citer la Fondation pour la réforme judiciaire civile et la Fondation des consommateurs.

En Corée du Sud, les groupes de la société civile participent activement à la lutte contre la corruption. En décembre 2001, l'ONG Solidarité populaire pour une démocratie participative, agissant au nom d'actionnaires minoritaires, a gagné un procès décisif contre Samsung Electronics, avec plusieurs chefs d'accusation, y compris la corruption de l'ancien président sud-coréen, Rho Tae Woo. Le tribunal a ordonné au président de Samsung et à neuf cadres de payer presque 100 milliards de won (84 millions de dollars américains) pour avoir détourné les fonds de la compagnie³⁷. La

L'accès à l'information en Asie de l'Est

Les dispositions concernant la liberté d'expression diffèrent grandement d'un pays à l'autre. Ainsi, on peut trouver de telles législations au Japon, à Hong-Kong et en Corée du Sud, mais ni en Chine ni à Taiwan.

Au Japon, la loi sur la divulgation de l'information est entrée en vigueur en 2001, après vingt années de débat et de pression exercée par les associations de la société civile. Un comité au sein du cabinet du Premier ministre examine les plaintes concernant le refus des fonctionnaires de communiquer des renseignements spécifiques. Cependant, le Japon fait partie des rares démocraties qui ne disposent pas d'une législation qui protège les dénonciateurs.

Suite à une décision de justice de 1989 selon laquelle les Sud-Coréens ont un droit constitutionnel à l'information, la loi sur la divulgation de l'information par les organes publics est entrée en vigueur en 1998. Il existe désormais des propositions pour revoir la loi en réduisant les exceptions, afin d'éviter les décisions arbitraires des fonctionnaires sur la non-divulgation, en fixant clairement la durée de la période de non-divulgation et en prenant les dispositions pour communiquer des informations *via* Internet.

Le Code administratif de Hong-Kong sur l'accès à l'information exige des fonctionnaires la fourniture de renseignements détenus par les départements ministériels, à moins qu'il n'existe des raisons spécifiques de ne pas le faire.

Les départements peuvent refuser de donner les informations si elles sont liées à 16 catégories différentes, à savoir la défense, les affaires étrangères, les services de police et la vie privée. Les plaintes officielles de refus peuvent être introduites auprès du médiateur.

La Chine ne dispose pas de législation sur la liberté d'information. Le seul droit reconnu par la loi est énoncé dans la loi de 1994 sur la protection des droits du consommateur qui accorde un certain droit de savoir (*zhiqingquan*). Le « droit de savoir » a progressivement gagné du terrain et les discussions sur « la divulgation de l'information » aussi bien que les propositions de législation ont également commencé ces dernières années.

Il n'existe pas encore à Taiwan une législation à cet égard et il y a des initiatives incompatibles pour protéger et communiquer les informations gouvernementales. Deux projets de loi sont actuellement en train d'être examinés par le législatif : le projet de loi sur l'accessibilité de l'information gouvernementale et le projet de loi sur la protection des secrets d'État. Ils ont été proposés pour la première fois en avril 1999 mais n'ont pas été adoptés par le Parlement. Ils ont de nouveau été soumis par le gouvernement en tant que priorité législative, le 22 mars 2002, au lendemain de la perquisition des bureaux de deux organes d'information par les agents du gouvernement, au motif qu'ils cherchaient à divulguer des secrets d'État. Les perquisitions ont été très controversées et ont suscité un débat sur les limites de la liberté d'expression. Taiwan est doté d'une presse indépendante et dynamique qui est actuellement considérée comme la base de sa jeune démocratie.

Les gouvernements de la Corée du Sud et du Japon sont également tenus de rendre compte par l'intermédiaire d'une presse libre. La presse sud-coréenne offre une forte couverture indépendante, notamment une vive critique des politiques gouvernementales. Cependant,

les hommes politiques et les hommes d'affaires se servent parfois de la législation en matière de diffamation pour sanctionner les journalistes qui ont fait des articles critiques, et les tribunaux peuvent faire emprisonner les journalistes en vertu de la législation en matière de diffamation. Bien que la presse japonaise soit indépendante et extrêmement compétitive, les alliances informelles persistent entre les clubs fermés de la presse et certains ministères.

Bien qu'il existe une presse publique et privée en Chine, le gouvernement est propriétaire de tous les systèmes de radiodiffusion et les gère. Il a été interdit à certaines publications de couvrir des sujets généralement autorisés tels que la corruption ; l'autocensure, quant à elle, est chose courante. Des journalistes ont été harcelés et arrêtés. Toutefois, suite à la libéralisation et au passage à l'économie socialiste de marché, les médias chinois ont acquis une certaine autonomie. La presse à scandale et les émissions radio avec appels d'auditeurs sont animées et le journalisme d'investigation se développe. Il existe également une population d'internautes qui s'accroît rapidement, bien que le gouvernement essaie de contrôler le contenu de l'internet en réglementant les fournisseurs. Il y a eu des appels renouvelés pour l'adoption d'une

législation sur la liberté de la presse au National People's Congress (Congrès national populaire) au cours des deux dernières années.

Dans le domaine de la cyber-administration, la Corée du Sud est à l'avant-garde des nouvelles initiatives. En tant qu'acteur de la lutte contre la corruption sur plusieurs fronts, le gouvernement métropolitain de Séoul a créé en 1999 un système de contrôle en ligne par les citoyens, de l'état d'avancement des demandes de permis et de licences – le système OPEN (Online Procedures Enhancement for Civil Applications) ou système de traitement en ligne pour les applications civiles. Bien qu'une étude récente ait indiqué un déclin marginal dans la satisfaction de l'utilisateur au fil du temps, la majorité des personnes interrogées ont déclaré que OPEN avait renforcé sa transparence¹. Au niveau national, l'organisme gouvernemental d'approvisionnement a traité en 2001 plus de 16 000 projets d'achat grâce à sa procédure de soumission électronique. En avril 2002, l'organisme a déclaré qu'il disposait d'autres plans pour moderniser le système de soumission électronique².

1. Transparency International Korea, Special Report : Survey of Seoul City's OPEN System, bulletin, juin 2001.
2. *Korea Times* (Corée du Sud), 23 avril 2002.

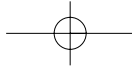
section coréenne de Transparency International, une association regroupant 24 ONG, a été active dans la promotion de pactes d'intégrité³⁸. Le ministère de la Défense est devenu le premier organe gouvernemental en Corée du Sud à introduire les pactes d'intégrité en janvier 2002, alors que Samsung Corporation était la première société mise sur la liste noire pour avoir violé le pacte d'intégrité³⁹.

Dans les sociétés plus ouvertes de Hong-Kong, du Japon et de Taiwan, les informations, commentaires et éditoriaux sur la corruption sont fréquents. Au Japon, les journaux ont soutenu en 2001 une campagne menée par les associations

de la société civile et le Parti démocratique de l'opposition, en vue d'introduire une législation visant à protéger les dénonciateurs.

En dépit du fait que le gouvernement utilise les médias en Chine comme moyen de lutte dans le cadre de sa campagne contre la corruption, ces derniers ne peuvent pas enquêter de manière indépendante sur la corruption surtout si des représentants de la haute hiérarchie doivent être mis en cause. Lorsque le journaliste Jiang Weiping a révélé plusieurs affaires de corruption dans lesquelles de hauts fonctionnaires sont impliqués, il a été reconnu coupable, en septembre 2001, d'avoir « révélé des secrets d'État » et fut condamné à passer neuf ans en prison à l'issue d'un procès tenu secret. Le Comité chargé de la protection des journalistes en a fait l'un des lauréats du Prix international de la liberté de la presse de 2001 et le magazine *Index on Censorship* lui a décerné le titre de « Celui qui s'est le plus distingué dans la dénonciation de la corruption en 2002⁴⁰ ». En mars 2002, on a interdit au journal *Nanfang Zhumo*, un hebdomadaire populaire chinois, de publier un article dénonçant des malversations au sein d'une organisation caritative non gouvernementale bien connue, ce qui démontre une fois de plus que la dénonciation de la corruption demeure une activité périlleuse en Chine⁴¹.

- 1 *Far Eastern Economic Review* (Hong-Kong), 4 octobre 2001.
- 2 *Wenzhaibao* (Chine), 12 février 2002.
- 3 *Commercial Times* (Taiwan), 11 décembre 2001.
- 4 www.moj.gov.tw/ethics.
- 5 *China Times* (Taiwan), 17 mai 2002 ; *Taipei Times* (Taiwan), 11 juillet 2002.
- 6 *Legal Daily* (Chine), 10 septembre 2001.
- 7 Agence France-Presse, 17 avril 2002.
- 8 CNN.com, 18 janvier 2002 ; *BusinessWeek* (US), 28 janvier 2002.
- 9 *Asahi Shimbun* (Japon), 10 octobre 2002.
- 10 *Korea Herald* (Corée du Sud), 20 mai 2002 ; *Financial Times* (Grande-Bretagne), 22 juin 2002.
- 11 BBC News, 6 mai 2002.
- 12 *Taipei Times* (Taiwan), 14 juin 2002.
- 13 *Straits Times* (Singapour), 9 avril 2002.
- 14 *Asahi Shimbun* (Japon), 23 avril 2002.
- 15 *People's Daily* (Chine), 12 mars 2002.
- 16 *Liaowang* (Chine), 4 mars 2002.
- 17 www.sina.com.cn, 11 février 2002.
- 18 *Taipei Times* (Taiwan), 21 novembre 2001.
- 19 *China Times* (Taiwan), 4 décembre 2001.
- 20 *Taiwan Times* (Taiwan), 7 juin 2001.
- 21 www.moj.gov.tw/ethics.
- 22 *Commercial Times* (Taiwan), 11 décembre 2001.
- 23 *Mainichi Daily News* (Japon), 7 avril 2002.
- 24 *Yomiuri Shimbun* (Japon), 11 avril 2002.
- 25 *Korea Times* (Corée du Sud), 23 avril 2002.
- 26 *Korea Herald* (Corée du Sud), 23 février 2002.
- 27 *Yomiuri Shimbun* (Japon), 6 et 10 mars 2002 ; *Asahi Shimbun* (Japon), 17 avril 2002.
- 28 AP Worldstream, 5 janvier 2002.
- 29 *Yomiuri Shimbun* (Japon), 31 décembre 2001.
- 30 *Korea Herald* (Corée du Sud), 26 avril 2002 ; BBC News (Grande-Bretagne), 21 juin 2002 ; Agence France-Presse (France), 12 novembre 2002.
- 31 *Ibid.*, 14 janvier 2002.
- 32 *Asahi Shimbun* (Japon), 5 janvier 2001.



- 33 Political and Economic Risk Consultancy Ltd, *Asian Intelligence*, n° 579, 7 mars 2001.
- 34 www.amcham.org.hk.
- 35 www.people.com.cn, 4 avril 2002.
- 36 *Australian Financial Review*, 13 avril 2002.
- 37 *Financial Times* (Grande-Bretagne), 28 décembre 2001 ; *Korea Times* (Corée du Sud), 21 février 2002.
- 38 Un Pacte d'intégrité est un contrat dans lequel les soumissionnaires, dans une procédure de passation de marchés publics, font ouvertement la promesse entre eux et aux gouvernements respectifs de ne pas offrir ou payer des pots-de-vin et de se soumettre à des amendes spécifiques s'ils ne respectent pas cette promesse.
- 39 Rapport de TI-Corée à la conférence régionale de Séoul, 21 mai 2002.
- 40 www.cpj.org/awards01/Jiang.html ; et www.indexonline.org/news/20020328_awards.shtml.
- 41 Reporters sans frontières, communiqué de presse, 25 mars 2002.

